

MALGRÉ LUI, UN MÉDIA D'EXTRÊME GAUCHE ENCENSE LA MÉTHODE « DIAZ » !

COMMUNIQUÉ D'EDWIGE DIAZ

DÉPUTÉE DE LA GIRONDE

PRÉSIDENTE DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL NOUVELLE-AQUITAINE
VICE-PRÉSIDENTE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Quand on est au Rassemblement National, on ne reçoit pas souvent les éloges de la presse de gauche. On en a l'habitude et on ne s'en plaint pas : c'est le jeu démocratique.

Alors, lorsqu'un média ouvertement engagé contre le RN publie un article qui, indépendamment de sa volonté, **démontre surtout l'engagement et le sérieux de votre action**, il faut l'avouer : c'est assez savoureux.

Plus sérieusement, le média Les Jours vient de publier tout un article entièrement consacré aux frais kilométriques engagés pendant la campagne des élections législatives de 2024. En voulant jeter le discrédit sur ma probité et sur celle des bénévoles dévoués du RN, via des sous-entendus de malversations, ces militants parisiens démontrent surtout **leur méconnaissance des règles financières électorales et de ce qu'est une campagne électorale en milieu rural**.

Fort heureusement, les comptes de campagne des candidats aux élections ne sont pas validés par ces activistes d'extrême gauche, mais par la très sérieuse **Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP)**, le gendarme des candidats aux élections.

Je rappelle, au passage, que cette Commission, composée d'éminents membres du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, **a toujours approuvé mes comptes de campagne à chaque fois que j'ai été tête de liste, soit à 7 reprises** (départementales 2015 et 2021, législatives 2017, 2022 et 2024, sénatoriales 2020 et régionales 2021).

En outre, **un rejet de l'un de ces comptes aurait immédiatement entraîné mon inéligibilité**. On ne sera donc pas vraiment surpris que la CNCCFP n'ait pas répondu aux questions déconnectées et aux élucubrations fantaisistes de ces militants déguisés en journalistes d'investigation.

Qu'est-ce qui semble suspect aux yeux de ces « journalistes » ?

Que j'aurais passé la campagne de 2024 dans ma voiture à sillonner les routes de ma circonscription ? **Oui.**

Que certains jours, je n'aurais quasiment pas dormi ? **Oui.**

Que je colle moi-même une partie de mes affiches ? **Oui.**

Bravo, Les Jours vient de découvrir ce que signifie être un militant de terrain !

Puis, ces messieurs trouvent suspect que mes adversaires aient parcouru deux à trois fois moins de kilomètres. C'est oublier trois choses :

- **Mes adversaires ont également obtenu deux à trois fois moins de voix que moi !**
- **Mes adversaires ont commandé et collé moins d'affiches que moi.**
- **J'ai été la seule députée réélue dès le 1er tour dans toute la Nouvelle-Aquitaine. La seule sur 49 députés, tous partis confondus !**

Comment ai-je fait ? Quelle est ma méthode ?

Je laisse des médias sérieux, qui ne sont pas connus pour leur proximité avec le RN, en parler :

Le Monde, 17 juin 2022 : « La trentenaire bûche, ne laisse rien au hasard. "Elle est partout", disent d'elle les habitants. »

Le Populaire du Centre, 1er juin 2021 : « Edwige Diaz, la bosseuse du Rassemblement national en Nouvelle-Aquitaine. »

Mediapart, 16 juin 2021 : « Gironde, la candidate RN Edwige Diaz laboure les terres socialistes. »

La Nouvelle République, 10 mai 2021 : « Elle est aussi organisée que méthodique et bosseuse. »

Le Parisien, 19 juin 2022 : « Depuis 2015, Edwige Diaz laboure le terrain, et, avec une réputation de grande bosseuse, se fait remarquer par sa connaissance des dossiers. »

Sud Ouest, 2 juillet 2024 : « PORTRAIT. Edwige Diaz, "moine soldat" du RN en Gironde. »

LCP, 19 janvier 2024 : « Sa méthode : occuper le terrain sans relâche. »

Je préfère donc prévenir dès maintenant Les Jours : ils peuvent déjà commencer à préparer leur prochain article sur les kilomètres que j'ai parcourus pendant la campagne des sénatoriales de 2026. **Être la candidate de la ruralité dans le plus vaste département de France métropolitaine ne m'a certainement pas conduite à faire moins de route. Bien au contraire !**

D'ici là, ils peuvent nous expliquer comment il se fait qu'**Olivier Legrain, qui fait l'objet d'une plainte pour agression sexuelle, fasse toujours partie des actionnaires de leur journal**, comme on peut le voir sur leur site internet, alors qu'ils prétendent avoir rompu toute relation avec ce riche mécène de gauche ?

Qu'ils expliquent également aux lecteurs qu'**en 2024, ils ont touché 141 000 € de subventions publiques, soit 24 fois le montant de mes frais kilométriques pour la campagne des législatives de 2024.**

Bref... Les chiens aboient, la caravane passe.